

GRIPPE AVIAIRE ET DÉVELOPPEMENT



Par Jean-Michel Severino, directeur général de l'Agence française de développement.

Une fois encore, le monde doit lutter contre une maladie endémique potentiellement dévastatrice à l'échelle planétaire : la grippe aviaire. Pour la vaincre, les pays riches accumulent des traitements antiviraux dont l'efficacité reste à prouver. Mais même si celle-ci était réelle, une réponse complète et efficace ne saurait demeurer uniquement nationale.

En effet, la sécurité sanitaire de la planète dépend avant tout de ses « maillons faibles » en l'occurrence des systèmes de santé des pays du Sud. Les pays riches ont donc intérêt à les épauler via l'aide publique au développement (APD). Mais celle-ci peut difficilement assumer le volume et la durée des financements nécessaires pour mettre à niveau leurs systèmes de santé. La conférence de Pékin, qui a réuni les grands pays de la planète à la mi-janvier pour contribuer au premier plan d'action mondial contre la grippe aviaire, est certes une belle initiative. Mais les sommes levées, à peine 1 milliard de dollars, ne suffiront pas. La meilleure solution reposerait sur une véritable fiscalité internationale au service d'une aide accrue, plus stable et prévisible, selon la voie tracée par l'initiative française de taxe sur les billets d'avion.

Une politique globale de santé devrait aussi inciter les pays du Nord à supporter l'effort de recherche médi-

cale, qui leur revient de facto. Il faut inciter les entreprises pharmaceutiques à développer de nouveaux traitements : la communauté internationale pourrait ainsi s'engager à acheter les vaccins qui seraient mis au point. Un système de compensation pourrait être créé au cas où l'industrie pharmaceutique, en réponse à une crise sanitaire, serait amenée à baisser ses prix ou à céder des brevets avant d'avoir rentabilisé ses investissements.

En plus des moyens publics, les bonnes volontés privées, entreprises responsables et fondations, dont les capacités d'innovation et les moyens financiers sont substantiels, doivent être vigoureusement encouragées. Au-delà des efforts communs dans la levée de fonds, les partenariats entre secteurs public et privé, locaux et internationaux offrent de nombreux champs d'application qu'une politique mondiale se doit d'explorer.

Soulignons enfin que le niveau de protection que les pays du Sud peuvent offrir à la communauté internationale dépend de leur niveau général de développement. Un système sanitaire ne peut à terme flotter au-dessus de l'économie et de la société qui le portent. Politique mondiale de santé et aide au développement sont plus que jamais indissociables.

“Un système sanitaire ne peut à terme flotter au-dessus de l'économie et de la société qui le portent.”